



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément à CPS n° 40

4 septembre 2010

Comment arracher le retrait du projet de loi Sarkozy-Fillon-Woerth

Le temps presse : c'est le 15 septembre, si le calendrier prévu par le gouvernement est tenu, que l'Assemblée votera le projet de loi sur les retraites, avant que le Sénat ne fasse de même avant la fin du mois. Ce vote à l'Assemblée nationale serait une victoire pour Sarkozy et son gouvernement, le plus réactionnaire depuis Vichy, un succès pour ce pouvoir haï dans le pays, dont la xénophobie et la corruption s'étalent chaque jour davantage en toute impunité.

Cette « réforme » est une agression historique : liquidation du droit à la retraite à 60 ans, report à 67 ans du départ avec une retraite à taux plein, liquidation des avantages familiaux, baisse annoncées des salaires des fonctionnaires et de toutes les pensions et retraites. Le vote du projet de loi serait une porte ouverte pour les dizaines de milliards « d'économies » que le gouvernement, via son projet de budget, et de nouvelles mesures contre l'assurance-maladie (loi sur la dépendance...) veut infliger dans les domaines les plus vitaux aux masses. Alors que les plus hautes autorités financières américaines viennent de reconnaître que crise du capitalisme, loin de résorber, s'approfondit et s'aggrave encore, Sarkozy entend se mettre au diapason des autres gouvernements bourgeois européens qui multiplient les mesures anti-ouvrières, baissent les salaires des fonctionnaires, augmentent les impôts qui frappent les prolétaires (tva...), et qui dénie toute perspective d'avenir à la jeunesse vouée au chômage en masse. Le capitalisme pris à la gorge par la crise n'a d'issue temporaire que dans la destruction de tous les acquis.

Voilà l'enjeu. Le projet de loi, ni amendable, ni négociable, doit être retiré. Pour cela il faut affronter et vaincre le gouvernement Sarkozy.

Or c'est dans la voie inverse que B.Thibault (CGT) est engagé. Il répond à la question des *Echos* « *le 7 va-t-il se transformer en manifestation anti-Sarkozy* » ceci « *ce n'est ni le sujet ni le message* ». C'est pourquoi début juillet l'appareil CGT dans un courrier aux fédérations s'est prononcé explicitement contre le mot d'ordre de retrait du projet.

Qui n'est pas saisi de voir Woerth, symbole de la corruption inhérente à la cinquième république, remercier les appareils syndicaux pour leur « *élégance* », pour « *n'avoir jamais jeté de l'huile sur le feu* ». Et de voir, comme en réponse Thibault (et Mailly pour FO)... regretter que la mise en cause de Woerth vienne « polluer » le « débat » sur les retraites, empêche de parler « du fond » ?!

Il n'est pas besoin de chercher plus loin la raison pour laquelle le gouvernement est arrivé, après des mois de réunions incessantes avec les dirigeants syndicaux qui se poursuivent encore cette semaine, si près de l'objectif essentiel du quinquennat de Sarkozy. Le calendrier de la « réforme » a été co-élaboré avec les directions syndicales à l'Elysée en février dernier et toutes les initiatives de l'intersyndicale n'ont consisté qu'en une suite de « journées d'actions » sans revendications qui ne faisaient qu'accompagner la concertation.

Une nouvelle fois, l'appel commun à manifester le 7 septembre donne à cette journée comme objectif de se faire « entendre » des parlementaires et du gouvernement. Mais qui ne sait que l'UMP n'a d'oreille (et de médailles et autres prébendes) que pour les Bettencourt et autres grandes familles qui contrôlent le pays ? Arracher le retrait du projet de loi signifie, à l'opposé du « dialogue social » avec le gouvernement, non pas débattre mais le combattre, le vaincre, lui infliger une défaite.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du jeu des amendements que déposeront les députés du PS, du PCF ou du PG, les uns et les autres sont déjà obnubilés par l'échéance de 2012. Les dirigeants du PS font déjà savoir qu'ils ne comptent pas abroger cette « réforme » s'ils revenaient au pouvoir.

De leur côté les appareils CGT FO et FSU poursuivent leur alliance avec Chérèque au sein de 'l'intersyndicale' alors même que ce dernier vient de renoncer publiquement à faire mine de défendre le droit à la retraite à 60 ans !

Il reste une issue.

Mercredi 8 septembre après-midi, 'l'intersyndicale' se réunit au siège de la CGT à Montreuil.

Les syndicats appartiennent aux travailleurs, pas aux appareils syndicaux. Que les dirigeants syndicaux soient contraints par l'expression de la volonté des masses d'engager le combat unitaire pour le retrait du projet, qu'ils rompent toute discussion avec le gouvernement, qu'ils rompent avec Chérèque, et tout peut changer. Leur responsabilité est totale.

Pour interdire à la majorité UMP le vote du projet de loi sur les retraites, il faut combattre pour que, à l'appel des confédérations et fédérations issues du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU), soit convoquée dans les plus brefs délais une

MANIFESTATION NATIONALE DEVANT ET CONTRE L'ASSEMBLEE NATIONALE, AU PLUS TARD LE JOUR DU VOTE LE 15 SEPTEMBRE,

pour opposer la force et la légitimité des travailleurs à la majorité réactionnaire qui siège à l'Assemblée nationale, pour exiger le retrait du projet de loi Sarkozy. Voilà l'exigence qui doit s'exprimer et monter de toutes les manières possibles (motions, délégations) en direction des appareils syndicaux, pour les y contraindre.

C'est ce pour quoi milite notre Groupe qui combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Prenez contact ! AEPS, 140 boulevard de Ménilmontant, 75020 PARIS – socialisme@free.fr